

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

Au cours des années, nous avons appris que si nous voulons nous approcher de l'autosuffisance alimentaire, nous devons protéger nos agriculteurs et nos industries agro-alimentaires. Dans cet Accord, le gouvernement qui ne tient aucun compte de la géographie et du climat, va éliminer d'un trait de plume ces emplois et cette autosuffisance. Cela n'a rien à voir avec la question de savoir si nous sommes ou non compétitifs ou si les Canadiens sont innovateurs ou pas. C'est tout simplement la réalité, une dure réalité, mais c'est ce qui fait notre différence. Nous avons lutté contre les éléments et nous les avons vaincus. Nous avons trouvé le moyen de nous en accommoder et cela, avec l'aide du secteur public. Nous avons fait appel au secteur public pour nous assurer des moyens, des outils et de la politique qui nous permettent de survivre et de prospérer dans la moitié septentrionale du continent, et nous l'avons toujours fait à notre façon très judicieuse. Le fait est que nous modifions le droit de prendre pareilles décisions.

● (2120)

M. Benjamin: C'est incroyable. Pourquoi ne parliez-vous pas comme cela lorsque vous étiez ministre des Transports?

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: Je vais vous dire pourquoi. C'est parce que notre gouvernement a gardé le droit de faire des choix qui lui permettent de moderniser tout le réseau de transports de l'ouest du Canada, mais pas à la façon du Néanderthal de Regina-Est, qui ne voulait pas que nous fassions quoi que ce soit. Voilà ce que nous entendons par un gouvernement indépendant qui a le droit de prendre ici des décisions pour les Canadiens et en collaboration avec les Canadiens. C'est ainsi que nous avons préservé la magnifique économie de l'Ouest.

M. Shields: En effet, avec le Programme énergétique national.

M. Axworthy: C'est pour cela que nous luttons aujourd'hui. Nous luttons pour garder aux Canadiens le droit de faire des choix de ce genre. Nous le disons très clairement à toutes les grandes gueules d'en face, qui sont gênées maintenant. Je puis dire que le député d'Assiniboia (M. Gustafson) est gêné, car il sait que dans sa propre province, la Saskatchewan, les gens favorisaient le libre-échange il y a un an ou deux, lorsque des sondages ont été effectués, mais qu'ils sont aujourd'hui en grande majorité contre parce que les agriculteurs de la Saskatchewan, tout comme ceux du Manitoba et du sud-ouest de l'Ontario, se rendent compte que ce n'est pas une bonne affaire pour eux et pour le secteur alimentaire en général et que l'Accord de libre-échange va sonner le glas du système canadien de gestion de l'offre.

Nous pouvons vérifier la chose. Nous avons présenté un amendement qui va décider encore une fois du sort du gouvernement. Celui-ci prétend qu'il n'y a pas de problème. Fort bien, qu'il le confirme avec la liste de contrôle des importations. Qu'il s'assure que tous les produits de la terre qui risquent d'entrer au Canada figurent sur la liste de contrôle des importations.

M. Fraleigh: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) parle d'un sujet dont il ne connaît absolument rien. Il devrait savoir

que le gouvernement du Canada, le gouvernement actuellement au pouvoir, a inclus dans la liste des importations contrôlées tous les produits laitiers que l'industrie lui avait demandé d'inclure.

Des voix: A l'ordre!

M. Benjamin: Assoyez-vous!

Le président suppléant (M. McKinnon): Je suis très tenté de dire en aparté que, jusqu'à présent, on n'a jamais considéré que le Règlement exigeait qu'on sache quoique ce soit du sujet qu'on traite. Le député de Winnipeg—Fort Garry.

M. Axworthy: Le député pourra débattre la question s'il est toujours avec nous à 21 h 45. Je tiens par ailleurs à préciser que Winnipeg se trouve au Manitoba. Même si le gouvernement et le premier ministre (M. Mulroney) ont oublié où se trouve Winnipeg au cours des quatre dernières années, ce n'est pas une raison pour que le député l'oublie.

Aux prochaines élections, les Manitobains n'oublieront pas ce qu'a fait le gouvernement. Ils lui rendront la monnaie de sa pièce. Le fait est que nous proposons des amendements qui répondent manifestement aux préoccupations de la Fédération canadienne de l'agriculture et de la *Canadian Food Processors* et qui ont été soulevés par les représentants de la plus importante industrie au Canada. Certains de ces amendements vont au coeur même du débat. Je crois que nous sommes tous conscients que l'agriculture, c'est-à-dire le travail de la terre, est le fondement même de notre pays. Nous ne pouvons pas rester là sans rien dire alors que le gouvernement essaie de la détruire. Nous ne pouvons pas le laisser miner les principes, les programmes et les politiques que nous avons mis en place au fil des ans pour assurer la survie de l'agriculture canadienne et sa prospérité soutenue.

Nous l'avons fait à notre manière. Si on lit l'Accord, on peut voir que ce n'est pas seulement son contenu qui menace le pays, mais la nouvelle loi américaine qui va remettre en question à la table des prochaines négociations, de la prochaine série de négociations sur le libre-échange, le système d'offre et de gestion, les normes concernant les céréales et tous les divers programmes que n'aiment pas les Américains. Cela figure sur leur prochaine liste noire.

De quel argument le gouvernement va-t-il disposer pour y faire face? Va-t-il faire marche arrière et se retirer des négociations? Va-t-il dire non? Il a acquiescé à toutes les exigences formulées par le gouvernement des États-Unis au cours des quatre dernières années, qu'il s'agisse de l'acier, des produits pharmaceutiques ou du bois d'oeuvre. Chaque fois que le gouvernement américain nous dit de sauter, notre gouvernement lui demande à quelle hauteur. C'est le problème que présente ce genre d'accord.

Cet Accord supprime le pouvoir des gouvernements canadiens, fédéral et provinciaux, qui nous assure la possibilité de choisir le genre d'industrie et d'économie que nous voulons. Comme l'a dit M. McLean, ce loyal conservateur inconditionnel du Nouveau-Brunswick, qui se trouve être aussi le vice-président exécutif de la plus grande société canadienne de transformation des aliments et qui en est le porte-parole, cet Accord commercial est un désastre pour les agriculteurs et les travailleurs. C'est pourquoi ils sont en faveur de cet Accord et qu'ils peuvent bénéficier de tout l'appui des éditorialistes et des